

# Communistes 52

- Bulletin de liaison -

N°4

## En avant avec le Front de Gauche

Ce dernier trimestre de l'année a débuté avec le passage du Sénat à Gauche : la deuxième assemblée de France, celle qui depuis sa création en 1958 n'avait été dominée que par la Droite vient de basculer. C'est une importante victoire qui va permettre de ralentir et de bloquer certains projets réactionnaires du gouvernement UMP. Le PCF conserve 21 élus et a constitué un groupe.

Ce résultat est dû bien évidemment aux bons résultats des diverses élections locales précédentes, puisque comme nous le savons, seuls les grands électeurs votent pour la 2<sup>e</sup> chambre.

Le moment est venu de préparer les élections de 2012. Notre Parti est engagé pour les 2 élections (Présidentielle et Législatives) dans l'alliance Front de gauche, autour du candidat Jean-Luc Mélenchon et autour de candidats-députés qui ne sont pas encore désignés en Haute-Marne.

En France, un accord a été signé le 16 septembre entre les partis du Front de Gauche pour harmoniser les candidatures afin d'accorder au PCF les 77% des candidats prévus et aux autres formations (PG, GU, Fse etc...) 23%. Ainsi sur 525 circonscriptions, 400 reviennent au PCF, 94 au PG, 22 à la GU et 9 aux autres formations.

Dans 14 circonscriptions la négociation n'a pas pu aboutir : la Haute-Marne est dedans. Nous reviendrons sur cette situation à la fin de ce bulletin.

Depuis quelques semaines, le Front de gauche a débuté sa campagne d'Assemblées Citoyennes.

Fédération du PCF  
35, rue de la Commune de Paris  
52100 Saint-Dizier  
Tél : 03.25.05.05.73  
Courriel : pcf52@wanadoo.fr

## Reprenons notre vie en main

**Oui, reprendre nos vies en main, l'humain d'abord et plus le pouvoir à la finance ! Voilà bien l'idée clé du programme du Front de Gauche pour lequel a milité le Parti Communiste Français. Cela doit devenir l'idée clé de notre campagne électorale pour la présidentielle et les législatives. C'est à partir de là que se déclinent tous nos grands axes de propositions, qui ne sont pas un simple catalogue, mais qui donnent le sens d'une nouvelle direction pour notre société.**

Oui, nous voulons reprendre le contrôle des finances publiques par la création d'un grand pôle bancaire et financier et par le changement de statut de la Banque Centrale Européenne que devra demander la France. Nous en avons besoin pour réorienter radicalement tous les critères du crédit, retrouver la capacité d'orienter les richesses et l'investissement vers la production utile, l'emploi et l'innovation industriels, vers la révolution écologique, vers l'éducation et la recherche, vers le logement, la santé et la protection sociale à tous les âges de la vie.

Oui, nous voulons reprendre la marche en avant des salaires et notamment du SMIC pour aller vers les 1700 euros nets, de toutes les grilles des conventions collectives, en faisant reculer la précarité et l'insécurité sociale. Nous le voulons parce que chaque euro qui ira aux salaires ne sera plus gâché sur les marchés financiers, parce que c'est nécessaire pour vivre et parce qu'on n'a jamais vu un pays sortir de la crise sans investir sur sa force de travail.

Oui, nous voulons relancer les services publics et en construire de nouveaux parce que continuer à livrer aux appétits financiers l'énergie, l'eau, les transports, la santé, le logement, l'éducation, la recherche, la culture, c'est de l'irresponsabilité sociale et écologique.

Oui, nous voulons protéger la relance d'une industrie forte, créatrice d'emplois qualifiés, écologiquement innovante, parce que continuer à produire à bas coût et en délocalisant à tout va, n'enrichit que des actionnaires sans scrupules et prive la France d'atouts indispensables pour s'engager dans un nouveau mode de développement.

Oui, nous voulons refonder une nouvelle République, qui démocratise ses élections et ses institutions, qui donne de nouveaux pouvoirs à la société tout entière. Nous voulons mettre en débat cette idée : dès son arrivée au pouvoir la gauche devra donner de nouveaux droits et pouvoirs aux salariés. Sans la démocratie sociale, la gauche se brisera sur les puissances d'argent.

Oui, nous voulons refonder l'Europe qui volera en éclats si personne n'a le courage de le faire.

**N'est-il pas grand temps d'écouter ceux qui avaient déjà tiré la sonnette d'alarme dès 2005 ?**

Patricia Pétronelli

# Chronique du pouvoir d'achat en berne

1° exemple :

## Gel des prestations sociales jusqu'au 1er avril 2012

Valérie Pécresse, ministre du Budget, a annoncé à l'Assemblée Nationale, qu'un décalage de trois mois affectera la revalorisation des prestations familiales.

Les prestations en questions ne seront donc pas revalorisées le 1er janvier 2012 mais le 1er avril, ce qui permettra à l'Etat, selon la ministre, d'économiser « de 130 à 140 millions d'euros » par an. Cette annonce sera confirmée par une mesure réglementaire. Il s'agit bien d'un gel d'un trimestre des prestations familiales, mesure qui n'était pas prévue dans le plan du gouvernement visant à faire face au déficit.

Toutes les prestations familiales sont concernées :



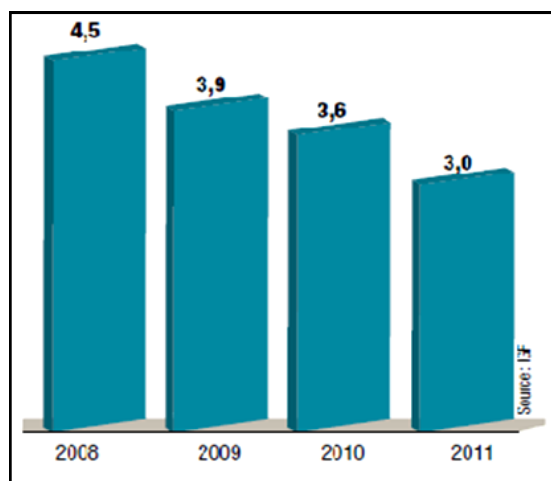
allocations familiales, congé parental, prestation d'accueil du jeune enfant, allocation de rentrée scolaire, etc. « Ce serait inacceptable, car cela pénaliserait les familles modestes » estime le président de l'Union nationale des allocations familiales (UNAF). Ce dernier demande au gouvernement de revenir sur sa décision.

2° exemple :

## Prime pour l'emploi

Officiellement, il n'est pas question de supprimer la prime pour l'emploi (PPE) créée en 2001 pour compléter les revenus des travailleurs modestes. Mais les barèmes correspondants (salaires de référence, montant) sont gelés depuis 2009 et n'évoluent pas avec l'inflation. Aussi l'accès à la PPE est-il de plus en plus restreint : les montants distribués sont passés de 4,5 milliards en 2008 à 3 milliards en 2011. Le revenu de solidarité active, qui soutient aussi les travailleurs pauvres, ne prend que très partiellement le relais. Seules 470 000 personnes bénéficient du RSA activité, contre 7,2 millions de la PPE.

Jean-Claude Dammerey



# Élections - Souscription

Dans notre numéro précédent, nous avons déjà attiré l'attention des communistes sur les finances de notre Parti en Haute-Marne. Plusieurs campagnes et des dépenses imprévues nous ont mis en grande difficulté. Les deux campagnes à venir vont nous imposer des engagements financiers importants. Nous avons besoin de l'aide financière de chacun.

**C'est pourquoi notre exécutif fédéral lance une nouvelle souscription et remercie d'avance les camarades qui y participeront.**

Nous rappelons comme chaque fois qu'une déduction fiscale de 66 % est accordée par l'Etat sur les impôts de l'année suivante. Bien entendu cette possibilité n'est ouverte qu'à ceux qui versent des impôts. Pour ceux-là, 3€ versés ce sont 2€ qui sont restitués sur les impôts

Nom .....

Prénom .....

Je verse pour les campagnes 2012

la somme de ..... € .

( rédigez vos chèques à l'ordre de ADF-PCF-52 )

# Proposition pour une dette publique « libérée » des marchés financiers

## Arrêtons de diaboliser la dette publique !

La dette n'est pas mauvaise en soi. Il y a de bonnes et de mauvaises dettes. Tout dépend de l'utilisation que l'on fait de l'argent emprunté.

Si elle est utilisée pour accroître les richesses réelles\*, cela fait de la croissance durable et saine. Celle-ci va alors entraîner un accroissement des recettes publiques (impôts et cotisations sociales), ce qui permettra de rembourser l'argent emprunté.

Par contre, si l'argent emprunté sert à spéculer sur les marchés boursiers et immobiliers, à délocaliser, à détruire des emplois, à déqualifier et à tirer les salaires vers le bas, cela freine la croissance, raréfie les recettes, ce qui creuse les déficits et les dettes.

## Deux propositions :

1/

### Un audit citoyen sur la dette publique.

On l'a vu précédemment depuis l'obligation faite aux Etats de se refinancer auprès des marchés financiers, ceux-ci se gavent littéralement de la dette. 1200 milliards d'euros d'intérêts de la dette (en total actualisé) sont versés par la France depuis 1974 et cette année cela va représenter 50 milliards d'euros.

**Un audit est indispensable** pour déterminer la part illégitime de la dette due par exemple au sauvetage des banques et des fonds spéculatifs et de décider le non remboursement de cette part illégitime. L'occasion aussi d'examiner les nécessaires restructurations de dettes à engager, pour dégonfler la sphère financière au profit de l'économie réelle.

2/

### Un financement des dépenses publiques libéré des marchés financiers.

Il faut remettre en cause le recours aux marchés comme mode privilégié de financement des Etats.

**Il faut instaurer un nouveau financement des dépenses publiques par la BCE.** La FED et la banque d'Angleterre financent déjà directement les dépenses de leurs Etats mais elles le font pour soutenir les dépenses d'armement, les cadeaux fiscaux aux riches, les profits financiers des banques et des groupes, les placements financiers, la spéculation

Sous le poids de la crise, la BCE a été contrainte de transgresser ses propres dogmes monétaristes. Désormais, elle rachète des titres de dette publique des Etats en difficultés, mais pas directement auprès d'eux sur le « marché primaire », ni pour aider au développement des dépenses de services publiques et pour la croissance réelle.

**La BCE rachète les dettes sur le « marché secondaire », donc auprès des banques qui détiennent ces titres afin de continuer la course folle à l'endettement sur les marchés financiers...** où les banques achètent les nouveaux titres de la dette publique émis à taux d'intérêts élevés avec, notamment, de l'argent que leur prête la BCE à 1% !

Quarante-quatre exilés fiscaux Français se retrouvent dans le classement des 300 plus riches Suisses, pour un patrimoine de 30 milliards d'€.

\* Par exemple pour la santé, l'éducation, la recherche, le logement social, la sécurisation de l'emploi, de la formation et des salaires, l'environnement.

## Tout le programme du Front de Gauche pour 2 €

Demandez-nous le, proposez le à vos connaissances, venez le diffusez avec nous dans le cadre des Assemblées Citoyennes que nous avons commencé à mettre en place.





# Élections législatives, La Haute-Marne peine à trouver un accord.

## Rappel des faits :

Au niveau national, l'alliance Front de gauche s'est faite autour d'un accord (Présidentielle-Législatives) qui a accordé le candidat à l'investiture suprême au Parti de Gauche (JL Mélenchon) et une répartition des candidatures aux postes de Députés à 77% pour le PCF et 23 pour les autres formations.

Décliné au niveau régional pour 13 circonscriptions, cet accord donne 10 candidats pour le PCF et 3 pour PG et GU, soit exactement les 77% et 23% exigés par l'accord.

- Aube : 2 PCF et 1 PG
- Ardennes : 2 PCF et 1 GU
- Marne : 4 PCF et 1 PG

La Haute-Marne devrait donc obtenir les 2 circonscriptions pour le PCF.

Ce calcul qui respecte les accords signés entre nos Partis est contesté depuis le mois de juillet, soit bien avant la fin des négociations, par notre partenaire PG qui revendique la circonscription du Nord de la Haute-Marne (Saint-Dizier). Il présente Daniel Monnier et a fait de cette exigence une condition "incontournable", l'annonçant dans la presse sans même nous tenir au courant. Bien entendu notre Parti (au niveau national comme au niveaux régional et départemental) a dénoncé ce dictat et une Assemblée Générale de notre Parti a refusé à l'unanimité ce "rapt" de la circonscription Nord par le PG.

**Il convient de rappeler que cette circonscription est celle où notre Parti a réalisé le meilleur score de la région Champagne-Ardenne et on comprend qu'elle intéresse notre partenaire qui veut s'asseoir ainsi, comme le coucou, dans notre nid.**

Dans un soucis d'apaisement et afin de sauver l'accord Front de gauche, mais également afin de ne pas cristalliser un désaccord entre nos Partis qui risque d'avoir un impact négatif sur la Présidentielle, nous avons proposé d'offrir la circonscription du Sud de la Haute-Marne au PG. Ce "cadeau" au PG ferait ainsi passer la représentation du PCF à 69% (-8%) et aux autres à 31 (+8). Malgré cette offre, le PG refuse et réitère ses prétentions sur le Nord de la Haute-Marne. Nous en sommes là.

## Comment en sortir ?

Après plusieurs "négociations" (directes, tél, mails), nous avons proposé à notre partenaire une réunion "de la dernière chance" en décembre avec 3 délégations d'une dizaine de personnes : PCF, PG et des non-encartés. Nous allons œuvrer à faire la démonstration que notre Parti est le mieux à même d'obtenir un bon résultat sur cette circonscription. C'est en effet l'endroit du département où le PCF a les forces les plus importantes : 1 Conseiller Régional, 2 Conseillers Généraux, 1 Maire, plusieurs élus et surtout un tissu important de camarades investis largement dans la vie sociale (Associations, Syndicats...). Espérons que ces arguments arriveront à convaincre le PG.

D'ores et déjà, la Fédération a proposé pour le Nord les candidatures de Patricia Pétronelli et Pascal Vaglio, sous réserve de l'acceptation par ces camarades et du résultat des négociations avec le Parti de Gauche. Le maintien d'une attitude fractionnelle du PG nous obligerait donc à avoir deux candidats Front de Gauche. Cela ferait assurément le bonheur de la Droite et du FN mais aurait des répercussions très néfastes pour les classes populaires haut-marnaises. Inutile de vous dire que nous espérons un regain de réalisme de la part du PG.

## LA RÉFORME ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE



## Assemblées Citoyennes :

La mise en place du **Projet Politique Partagé du Front de gauche** va prendre des formes diverses mais s'articulera principalement autour d'Assemblées Citoyennes. Deux ont déjà eu lieu en Haute-Marne. Les prochaines se tiendront les **15 décembre (20h) Salle Marcand à Joinville sur le thème de la dette** et **le 12 janvier (20 h) à la MJC de Chaumont.**

D'autres Assemblées Citoyennes sont également prévues sur des thèmes ou dans des lieux particuliers. De nombreux cantons et des marchés ont été tractés, des points-débats avec café organisés, les accueils des "Restau du cœur" vont être investis... Nous avons besoin de camarades pour toutes ces actions : faites connaître vos possibilités de militantisme auprès de la Fédération ou des camarades responsables en nous faisant part de vos idées pour d'autres initiatives. Battre la Droite pour engager une politique réellement à gauche nécessite les efforts de tous.